



## **Assemblée générale**

Distr.  
GENERALE

A/AC.96/846/Part V/11  
20 juillet 1995

FRANCAIS  
Original : ANGLAIS

---

COMITE EXECUTIF DU PROGRAMME  
DU HAUT COMMISSAIRE

Quarante-sixième session

ACTIVITES DU HCR FINANCEES PAR LES FONDS CONSTITUES AU MOYEN  
DE CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES : RAPPORT POUR 1994-1995  
ET PROJET DE BUDGETS-PROGRAMMES POUR 1996

PARTIE V. ASIE DU SUD-OUEST, AFRIQUE DU NORD ET MOYEN-ORIENT

Section 11 - Autres pays d'Afrique du Nord

(document soumis par le Haut Commissaire)

## V.11 AUTRES PAYS D'AFRIQUE DU NORD

1. La présente section porte sur les activités du HCR en Jamahiriya arabe libyenne, au Maroc et en Tunisie.

### 1. Population bénéficiaire

#### a) Jamahiriya arabe libyenne

2. Au 31 décembre 1994, la Jamahiriya arabe libyenne accueillait 1 975 réfugiés enregistrés, dont 956 Somalis, 220 Ethiopiens, 703 Erythréens, 67 Bosniaques et 29 personnes de diverses autres nationalités. Au total, 480 d'entre eux bénéficiaient de l'assistance du HCR.

#### b) Maroc

3. Au Maroc, la population réfugiée enregistrée comptait environ 349 personnes de différentes nationalités, dont 52 bénéficiaient de l'assistance du HCR. Parmi ces derniers figuraient sept Européens âgés qui étaient au Maroc depuis longtemps et qui n'avaient pas d'autres moyens de subsistance que ceux que leur assurait le HCR. Hormis quelques personnes originaires d'Algérie et d'autres pays africains, les autres réfugiés étaient des Somalis et des Libériens. Le HCR fournissait, d'autre part, une bourse d'études à 48 étudiants palestiniens.

#### c) Tunisie

4. La Tunisie accueillait en 1994 une centaine de réfugiés de diverses origines qui bénéficiaient de l'assistance du HCR, certains à titre de secours d'urgence, d'autres sur une base régulière. Le HCR fournissait en outre une aide à 10 étudiants réfugiés au titre du compte d'éducation.

### 2. Faits nouveaux survenus en 1994 et 1995

#### a) Jamahiriya arabe libyenne

5. Les sanctions imposées à la Jamahiriya arabe libyenne en 1992 ont eu des répercussions sur tous les aspects de la vie du pays. L'embargo a entraîné un déclin de l'économie nationale qui s'est accompagné d'une montée du chômage aussi bien parmi les Libyens que parmi les réfugiés somalis, éthiopiens et érythréens qui sont les plus touchés. Le gouvernement a officiellement demandé au HCR d'organiser le rapatriement des réfugiés dès que la situation dans leur pays d'origine le permettrait. Il a en outre réclamé que lui soient restitués, en septembre 1995, les locaux abritant le centre d'accueil de Tripoli que le Département de la sécurité sociale avait mis à la disposition du HCR en 1992 pour qu'il y héberge des réfugiés somalis. Le Haut Commissariat procède actuellement à l'enregistrement de quelque 500 Erythréens et de 51 Ethiopiens souhaitant regagner leur pays; la majorité d'entre eux devraient pouvoir le faire avant la fin de 1995. En raison des conditions de sécurité incertaines qui règnent dans le nord de la Somalie, 18 réfugiés somalis seulement ont été rapatriés sous les auspices du HCR en 1994.

6. En janvier 1995, un poste d'attaché de liaison a été créé en Jamahiriya arabe libyenne de façon à renforcer la présence du HCR dans le pays et à faciliter l'organisation d'une opération de rapatriement dans les meilleurs délais.

b) Maroc et Tunisie

7. En raison des événements politiques que connaît la région, le nombre de demandeurs d'asile qui s'adressent au HCR au Maroc et en Tunisie a considérablement augmenté. Les services du représentant honoraire en Tunisie ont été renforcés par la création d'un poste de juriste hors classe régional, dont le titulaire aura pour tâche d'examiner les dossiers des différents demandeurs d'asile aussi bien en Tunisie qu'au Maroc et en Libye. En 1995, l'allocation pour l'installation sur place en Tunisie que recevaient les réfugiés âgés a été supprimée. Comme ces réfugiés étaient peu nombreux et ne pouvaient pas être intégrés, cette prestation a été remplacée par une allocation soins et entretien qui sera accordée à de nouveaux bénéficiaires dont la situation a été jugée préoccupante par une mission venue du Siège en septembre 1994.

3. Programmes par pays pour 1996

a) Objectifs

8. Jamahiriya arabe libyenne : En Jamahiriya arabe libyenne, le rapatriement librement consenti des réfugiés somalis, éthiopiens, érythréens restera le principal objectif. L'assistance sous forme d'allocations de subsistance et de soins médicaux aux réfugiés urbains, y compris aux Somalis qui ne peuvent pas regagner leur pays, sera maintenue.

9. Maroc et Tunisie : Au Maroc et en Tunisie, le HCR continuera d'aider les réfugiés démunis à devenir autosuffisants, en attendant que la situation dans leur pays d'origine leur permette de faire l'objet d'un rapatriement librement consenti.

b) Budgets proposés pour 1996

i) Programmes généraux

a) Soins et entretien

10. Jamahiriya arabe libyenne : Le HCR aidera surtout les réfugiés somalis ne pouvant rentrer chez eux et d'autres réfugiés vulnérables en attendant qu'une solution durable soit trouvée pour eux. Au total, l'allocation proposée pour 1996 sera légèrement inférieure, car on escompte qu'un certain nombre de Somalis pourront regagner leur pays en 1995.

11. Maroc et Tunisie : Les services soins et entretien (fourniture d'une allocation de subsistance et prise en charge des frais médicaux) seront maintenus au Maroc et en Tunisie pour les réfugiés âgés et les réfugiés démunis, ainsi que pour les personnes dont la situation sera jugée préoccupante. Les allocations proposées tiennent compte des augmentations du coût de la vie dans les deux pays.

b) Rapatriement librement consenti

12. Jamahiriya arabe libyenne : Des fonds pour financer le rapatriement de réfugiés érythréens, éthiopiens et somalis seront éventuellement prélevés sur l'allocation générale de 1996 pour le rapatriement librement consenti.

c) Installation sur place

13. Maroc : Comme lors des années précédentes, les réfugiés âgés qui sont au Maroc continueront de recevoir des soins de santé et une allocation de subsistance.

d) Partenaires d'exécution

14. Jamahiriya arabe libyenne : En Jamahiriya arabe libyenne, un attaché de liaison du HCR continuera d'assurer, par l'intermédiaire du PNUD, l'exécution des activités du Haut Commissariat.

15. Maroc : Le HCR exécutera directement les projets d'assistance aux réfugiés au Maroc par le biais du bureau de son représentant honoraire qui sera appuyé par un juriste hors classe régional en poste en Tunisie.

16. Tunisie : En Tunisie, le programme d'assistance devrait être exécuté par le représentant honoraire du HCR en coordination avec le Croissant-Rouge tunisien (CRT). Le juriste hors classe régional sera chargé des aspects juridiques et de protection dans le cadre du programme.

d) Coûts afférents à l'exécution des programmes et à l'appui administratif

17. Les variations dues à la modification des paramètres budgétaires ne sont pas prises en considération dans l'analyse ci-après [voir Présentation générale des activités du HCR, première partie (A/AC.96/845)].

i) Dépenses engagées en 1994 (toutes sources de financement)

18. Jamahiriya arabe libyenne : Les dépenses engagées en 1994 ont été légèrement supérieures aux estimations révisées en raison de l'augmentation des salaires locaux du personnel administré par le PNUD et des coûts des services d'appui dont ce dernier demande le remboursement.

19. Maroc : Les dépenses engagées en 1994 ont été inférieures aux estimations révisées, les dépenses communes de personnel ayant été moins élevées que prévu.

20. Tunisie : Les dépenses engagées en 1994 ont uniquement servi à financer l'appui fourni au représentant honoraire à Tunis.

ii) Estimations révisées pour 1995 (toutes sources de financement)

21. Jamahiriya arabe libyenne : A la suite d'une mission consacrée aux questions de protection organisée par le Siège en septembre 1994, ainsi que d'une vérification interne des comptes du HCR en avril 1994, il a été recommandé de doter le Haut Commissariat d'un bureau indépendant du PNUD.

Les estimations révisées pour 1995 sont donc plus élevées que les estimations initiales. Les traitements et les dépenses communes de personnel prennent en compte le coût de la création de six postes le 1er janvier 1995 : un poste d'attaché de liaison, un poste de secrétaire administratif principal, un poste de commis principal local, un poste de chauffeur et deux postes de garde principal. L'augmentation des estimations est due aussi à des dépenses générales de fonctionnement supplémentaires concernant l'achat de mobilier de bureau.

22. Maroc : Les estimations révisées pour 1995 sont supérieures aux estimations initiales, en raison principalement de la nécessité de rénover et d'améliorer les locaux à usage de bureaux. Compte tenu de l'éventualité du rapatriement librement consenti des réfugiés originaires du Sahara occidental et d'un accroissement des activités du bureau du HCR au Maroc, une provision a été faite pour l'achat de matériel informatique, d'un télécopieur et de climatiseurs.

23. Tunisie : Les estimations révisées pour 1995 sont plus élevées que les estimations initiales en raison du renforcement du bureau du représentant honoraire à Tunis par la création, le 1er janvier 1995, de trois postes : un poste de juriste hors classe, un poste de secrétaire administratif principal et un poste de chauffeur. Les crédits autres que ceux prévus au titre des dépenses de personnel ont été augmentés en conséquence, notamment pour permettre l'achat de mobilier et de matériel.

iii) Estimations initiales pour 1996 (toutes sources de financement)

24. Jamahiriya arabe libyenne : Les estimations initiales pour 1996 sont inférieures aux estimations révisées pour 1995, du fait essentiellement que les achats de mobilier et d'équipement se feront en 1995.

25. Maroc : Les estimations initiales pour 1996 sont du même ordre que les estimations révisées pour 1995.

26. Tunisie : Les estimations initiales pour 1996 sont inférieures aux estimations révisées pour 1995. Les trois postes créés en 1995 seront maintenus jusqu'en décembre 1996. Le montant des estimations relatives à l'acquisition de mobilier et de matériel est plus faible du fait que la plupart des achats auront été effectués en 1995.

**DEPENSES DU HCR DANS D'AUTRES PAYS D'AFRIQUE DU NORD**  
(en milliers de dollars des Etats-Unis)

1994	1995			1996	
Montant engagé	Allocation approuvée par le Comité exécutif du Programme du Haut Commissaire pour 1994	Allocation révisée demandée		Source des fonds et type d'assistance	Allocation proposée/projection
<b>PROGRAMMES GENERAUX (1)</b>					
104,2 860,2 -	126,2 860,1 -	135,9 894,9 231,4 <u>a/</u>	Maroc Libye Tunisie	SOINS ET ENTRETIEN	135,9 877,9 235,4
- 39,5	63,8 -	- -	Libye Maroc	RAPATRIEMENT LIBREMENT CONSENTI	- -
36,6 101,9	48,7 80,0	52,4 -	Maroc Tunisie	INSTALLATION SUR PLACE	55,0 -
168,6 -	181,5 -	563,0 312,6 <u>a/</u>	Libye Tunisie	EXECUTION DU PROGRAMME Voir Présentation générale, tableaux (Partie II)	519,6 242,5
1 311,0	1 360,3	2 190,2		Total partiel, opérations	2 066,3
-	-	39,5 <u>a/</u>	Libye	APPUI ADMINISTRATIF Voir Présentation générale, tableaux (Partie II)	39,5
1 311,0	1 360,3	2 229,7		TOTAL (1)	2 105,8
<b>PROGRAMMES SPECIAUX (2)</b>					
37,7 10,3	65,3 20,0	- -	Maroc Tunisie	COMPTE D'EDUCATION	- -
57,8	-	-	Tunisie	AUTRES FONDS FIDUCIAIRES	-
-	-	28 499,8		RAPATRIEMENT AU SAHARA OCCIDENTAL	-
53,5 -	67,4 -	79,6 35,0	Maroc Sahara occidental	EXECUTION DU PROGRAMME Voir Présentation générale, tableaux (Partie II)	81,9 -
50,6	62,6	85,6	Maroc	APPUI ADMINISTRATIF Voir Présentation générale, tableaux (Partie II)	86,6
209,9	215,3	28 700		TOTAL (2)	168,5
1 520,9	1 575,6	30 929,7		TOTAL GENERAL (1 + 2)	2 274,3

a/ Prélevé sur d'autres programmes.

-----